



caf.fr

**POUVOIR ADJUDICATEUR
(ORGANISME CONTRACTANT)**

(ORGANISME DE DROIT PRIVE CHARGE D'UNE MISSION DE SERVICE PUBLIC)

CAF DES HAUTS-DE-SEINE
70-88 RUE PAUL LESCOP
92023 NANTERRE

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
(C.C.T.P.)**

OBJET DE LA PROCÉDURE ADAPTÉE N° 02/2026

**MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE ET DE
COORDINATION SPS RELATIVES À DES TRAVAUX
SUR LES DEUX ASCENSEURS DU SIEGE SOCIAL
DE LA CAF DES HAUTS-DE-SEINE À NANTERRE**

MARCHÉ A LOTS

MARCHE PASSE EN APPLICATION DES ARTICLES R.2123-1, R.2162-1 A R.2162-6, ET L.2113-10 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Date d'établissement : 21/01/2026

Mission de contrôle technique (lot n° 1) et de coordination SPS (lot n° 2) relatives à des travaux sur les deux ascenseurs du siège social de la CAF des Hauts-de-Seine à Nanterre

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET	3
ARTICLE 2 : CLAUSES SPECIFIQUES AU LOT N° 1 – MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE	3
2.1 – CONDITIONS GENERALES D'INTERVENTION	3
2.2 – ELEMENTS DE MISSION	5
2.3 – LES PHASES D'INTERVENTION	5
2.3.1 - PHASE D'EXAMEN DES DOCUMENTS DE CONCEPTION	5
2.3.2 - PHASE D'EXAMEN DES DOCUMENTS D'EXECUTION	6
2.3.3 - PHASE D'EXAMEN SUR LE CHANTIER	6
2.3.4 - PHASE PREALABLE À LA RÉCEPTION DU CHANTIER	Erreur ! Signet non défini.
2.3.5 - VERIFICATIONS FINALES	6
2.3.6 - EXAMEN DES TRAVAUX EFFECTUES PENDANT LA GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT	7
2.4 – MODALITES DE PRESENCE DU CONTROLEUR TECHNIQUE	7
2.5 – TRAVAUX MODIFICATIFS NON IMPUTABLES AU CONTROLEUR TECHNIQUE	7
2.6 – TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES IMPUTABLES AU CONTROLEUR TECHNIQUE	8
ARTICLE 3 : CLAUSES SPECIFIQUES AU LOT N° 2 – MISSION DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE	9
3.1 – GENERALITES SUR LA MISSION	9
3.2 – DECOMPOSITION DE LA MISSION EN PHASES	10
3.2.1 - PHASE CONCEPTION	10
3.2.1.2 - GESTION DE LA PROBLEMATIQUE AMIANTE	11
3.2.1.3 - PGCSPS	12
3.2.1.4 – DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEUR SUR L'OUVRAGE (DIUO)	13
3.2.1.5 – REGISTRE JOURNAL DE LA COORDINATION	13
3.2.1.6 – PRESTATIONS À DESTINATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE	14
3.2.1.7 – PRESTATIONS À DESTINATION DE LA MAITRISE D'OEUVRE	15
3.2.2 - PHASE PREPARATOIRE DU CHANTIER	15
3.2.3 - PHASE REALISATION DES TRAVAUX	16
3.2.4 - PHASE RECEPTION DES TRAVAUX	19
3.2.5 - PHASE GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT	19
3.3 – MOYENS D'INTERVENTION DU COORDONNATEUR SPS	19
3.4 – MODALITES MINIMALES DE PRESENCE DU COORDONNATEUR SPS	21

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) fixe les conditions techniques du marché que le Maître de l'ouvrage confie au Titulaire pour une **mission de contrôle technique (lot n° 1) et une mission de coordination SPS (lot n° 2) relative à des travaux sur les deux ascenseurs du siège social de la Caf des Hauts-de-Seine sis 70/88 rue Paul Lescop à Nanterre (92000).**

L'ouvrage à réaliser, conformément au programme, appartient à la catégorie des ouvrages de bâtiment pour une opération de réhabilitation ou réutilisation, et relève de la catégorie 3 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

L'enveloppe financière affectée aux travaux est arrêtée à la somme de **230 000 € TTC au mois de février 2026, dit « mois de référence »**. Cette enveloppe constitue le montant maximal que le maître d'ouvrage s'engage à consacrer à l'exécution des travaux, à l'exclusion des honoraires de maîtrise d'œuvre, des études complémentaires, des frais de contrôle technique et SPS et frais d'assurance.

Durée prévisionnelle d'exécution des travaux : 3 mois, y compris travaux préparatoires et de dépose.

ARTICLE 2 : CLAUSES SPECIFIQUES AU LOT N° 1 – MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE

2.1 – CONDITIONS GENERALES D'INTERVENTION

2.1.1 - Cadre général

Outre les éléments de mission listés à l'article 2.2 ci-après, la mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but, il doit notamment signaler au maître de l'ouvrage, les essais qu'il estime nécessaires.

Le contrôle ne porte que sur les parties visibles ou accessibles au moment de l'intervention du contrôleur technique qui ne procède à aucun démontage ou sondage destructif. Toutefois, des opérations de démontage ou sondage destructif peuvent être effectuées à la diligence et à la charge du maître de l'ouvrage, après demande dûment motivée du contrôleur technique et accord du maître d'œuvre.

2.1.2 – Référentiels - réglementation

Dans les domaines non couverts par des règlements, le contrôleur technique attire l'attention du maître de l'ouvrage sur la nature générale du risque encouru du fait des dispositions retenues pour la conception ou l'exécution des ouvrages, notamment s'il a connaissance d'une pathologie visant le domaine concerné.

Il appartient au contrôleur technique de formuler ses avis sur la base des textes en vigueur à la date d'obtention des autorisations administratives préalables à la construction.

Si une nouvelle réglementation apparaît postérieurement à ces dates, le contrôleur technique est tenu d'attirer l'attention du maître de l'ouvrage sur les conséquences de cette nouvelle réglementation. Il distingue ce qui relève des évolutions souhaitables et des modifications obligatoires, notamment pour l'obtention des autorisations d'ouverture au public ou d'exploitation. Il en est de même pour les projets connus de réglementation ou les transpositions en droit interne des normes européennes.

2.1.3 – Procédures de transmission des documents et informations

Mission de contrôle technique (lot n° 1) et de coordination SPS (lot n° 2) relatives à des travaux sur les deux ascenseurs du siège social de la CAF des Hauts-de-Seine à Nanterre

Préalablement au commencement de sa mission aux phases conception, documents d'exécution puis chantier, le contrôleur technique propose à l'assistant maîtrise d'ouvrage un protocole écrit et précis de transmission des documents et informations.

Ce protocole a pour objectif de permettre la réalisation en temps utile des actes de contrôle conditionnés par la fourniture de documents sur lesquels le contrôleur technique doit se prononcer. Après échanges avec les acteurs concernés à chaque phase, ce protocole est validé par le maître d'ouvrage. À défaut de coordonnateur OPC, le protocole définitif est diffusé par le contrôleur technique à l'ensemble des acteurs concernés.

Si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au maître d'ouvrage.

2.1.4 – Formulation des avis

Dans le cadre de sa mission, le contrôleur technique doit notamment consigner le résultat de ses examens, avec ou sans remarques, dans des fiches d'avis technique puis dans des rapports (rapports intermédiaires et rapports récapitulatifs), signés par le responsable technique qualifié.

Ces fiches sont numérotées chronologiquement et font apparaître, en plus de l'avis technique proprement dit, les renseignements suivants :

- référence de l'opération ;
- nature de la mission ;
- origine et date du document examiné ou date de la visite sur le chantier ;
- liste des destinataires.

Les fiches et rapports doivent être signés ou contresignés par le responsable du contrôle technique de l'ouvrage, personne physique désignée à cet effet dans l'acte d'engagement.

La transmission des documents soumis à l'avis du contrôleur technique est effectuée directement par les entreprises. Toutefois, il peut être dérogé à cette disposition en application des protocoles de diffusion des documents et informations.

Sous réserve de dispositions contraires arrêtées à l'issue de la mise au point des protocoles de transmission des documents et informations, les fiches et rapports sont simultanément transmis en un exemplaire à chacun des destinataires suivants :

- l'auteur du document examiné ;
- le maître d'œuvre, si celui-ci n'est pas l'auteur du document examiné ;
- le titulaire de la mission ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) ;
- le maître de l'ouvrage;

et, pour la partie les concernant :

- le coordonnateur de sécurité et protection de la santé (SPS).

Les avis du contrôleur technique doivent être explicites, précis et motivés. Les avis non motivés pourront être refusés par la maîtrise d'ouvrage. En cas de difficulté technique particulière, de litige ou de contestation portant sur des dimensionnements d'ouvrages, de parties ou d'éléments d'ouvrages, le contrôleur technique doit être en mesure de fournir un avis explicite sur les calculs justificatifs établis par le maître d'œuvre ou l'entrepreneur. Enfin, le contrôleur technique est tenu de signaler à la maîtrise d'ouvrage tout document manquant et nécessaire à son intervention.

2.2 – ELEMENTS DE MISSION

La mission de Contrôle Technique est constituée des éléments suivants :

Au titre de la mission de base :

- **Mission S** : portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions, telles que définies par l'Arrêté du 26 décembre 2007 relatif aux missions du contrôleur technique en construction.
- **Mission LE** : portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables, celui-ci est réputé prendre en compte, au titre de sa mission, toutes les études relatives aux ouvrages existants qui lui sont fournies, notamment les études de structure, les études géotechniques ou les études de reconnaissance de fondation, et cela même en l'absence d'études de diagnostic et d'état des lieux associé, au sens de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 modifiée (loi MOP) et de ses textes d'application.
- **Mission F** – Fonctionnement des installations (sécurité des équipements techniques). Cette mission est réputée couvrir toutes les installations normalement prévisibles dans l'opération du fait de la nature de celle-ci.

Au titre des missions complémentaires réglementaires :

- **Mission P1** : vérification des documents d'exécution,
- **Mission Hand** : accessibilité des constructions pour les personnes handicapées, compris ATT Hand Attestation accessibilité handicapés à l'achèvement des travaux (suivant articles L.111-7-4, R.111-19-19, R.111-19-20, R.111-19-21 et R.111-19-22 du Code de la Construction et de l'Habitation).
- **Mission EL – VC / IN** : Conformité initiale des installations électriques.

2.3 – LES PHASES D'INTERVENTION

2.3.1 - PHASE D'EXAMEN DES DOCUMENTS DE CONCEPTION

La phase « examen des documents de conception » est décomposée selon chaque stade de la mission de conception :

- Études d'avant-projet ;
- Études de projet ;
- Etudes de DCE.

Les documents de conception que le contrôleur technique doit examiner au titre de sa mission sont ceux produits par le maître d'œuvre. Le contrôleur dispose d'un délai de 10 jours calendaires pour transmettre ses avis.

Préalablement à l'examen des documents de conception, le contrôleur technique procède à l'examen des objectifs et exigences prévues dans le programme de l'opération, notamment sur le plan de la sécurité et dans les domaines définis dans le cadre de sa mission.

Le contrôleur technique participe aux réunions auxquelles il est convoqué dans le cadre des phases d'études. Pendant ou à l'issue de ces réunions, le contrôleur technique peut formuler des avis. Les avis formulés en cours de réunion sont consignés au compte-rendu, les avis postérieurs sont écrits et transmis.

En fin de chaque stade de la phase de conception tels que mentionnés ci-avant, le contrôleur technique adresse un rapport intermédiaire au maître de l'ouvrage résumant ses avis sur les documents examinés.

À l'issue de la phase de conception, il établit le rapport initial de contrôle technique.

2.3.2 - PHASE D'EXAMEN DES DOCUMENTS D'EXECUTION

Le contrôleur technique examine les plans et autres documents techniques d'exécution réalisés préalablement à l'exécution des travaux (notamment les plans de synthèse).

Il prend connaissance des autres documents établis ou fournis par le maître d'œuvre et par les entreprises (procès-verbaux, certificats de qualification, etc.) dans le cadre de leurs missions relatives à l'ouvrage. Chaque examen donne lieu à un avis. Le contrôleur technique dispose d'un délai de 4 jours calendaires pour transmettre ses avis.

NB : avant chaque réunion le titulaire communiquera au Maître d'ouvrage une synthèse de ses avis émis suspendus ou défavorables. Ce document synthétique sera à communiquer impérativement et obligatoirement 48 heures avant la tenue de la réunion.

2.3.3 - PHASE D'EXAMEN SUR LE CHANTIER

Pendant cette phase, le contrôleur technique procède à l'examen des conditions dans lesquelles s'effectuent les vérifications techniques qui incombent à chacun des constructeurs.

Le contrôleur technique donne un avis sur les certificats de classement au feu des matériaux, sur les éventuels certificats de résistance au feu d'éléments préfabriqués, ainsi que sur les procès-verbaux d'essais qui lui sont transmis.

Le contrôleur technique dispose d'un délai de 4 jours calendaires pour transmettre ses avis.

Au-delà des réunions de chantier, le contrôleur technique doit effectuer des contrôles sur place dont la fréquence dépendra du stade de réalisation de l'ouvrage. Ces visites font systématiquement l'objet d'un avis technique suivi d'une diffusion (acte d'information).

Le compte rendu de visite ainsi établi sera à diffuser dans les 48 heures qui suivent la visite.

2.3.4 - VERIFICATIONS FINALES

Pour les missions autres que la mission S visée ci-avant, le contrôleur technique fournit, les prestations suivantes :

- examen des procès-verbaux d'essais ;
- examen des ouvrages au stade des opérations préalables à la réception en vue d'identifier les non-conformités non corrigées ou nouvelles ;
- visites de levées de réserves nécessaires pour établir le rapport définitif de fin de travaux.
- visites de levées de réserves nécessaires pour la mise à jour du rapport définitif de fin de travaux jusqu'à la levée des avis suspendus ou défavorables.

Au titre de son forfait de rémunération, le contrôleur technique est tenu d'effectuer toutes les visites de levées de réserves qui s'imposent.

La diffusion des documents sera obligatoirement réalisée dans les 5 jours ouvrés qui suivent la visite.

Mission de contrôle technique (lot n° 1) et de coordination SPS (lot n° 2) relatives à des travaux sur les deux ascenseurs du siège social de la CAF des Hauts-de-Seine à Nanterre

2.3.5 - EXAMEN DES TRAVAUX EFFECTUES PENDANT LA GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

Pendant l'année de garantie de parfait achèvement, le contrôleur technique peut être invité sur le chantier, à une date préalablement fixée en accord avec la maîtrise d'ouvrage, pour donner un avis sur les travaux de parachèvement des ouvrages.

En cas de demande de cette visite, l'intervention fera l'objet d'une rémunération par prix unitaire de vacation.

Un mois au plus tard avant la fin du délai de garantie de parfait achèvement, le maître d'œuvre organise une visite de fin de délai de parfait achèvement.

Au cours de cette visite, à laquelle est convié le contrôleur technique, le maître d'œuvre effectue un constat de l'ensemble des désordres et dysfonctionnements qui subsistent à la date considérée. Ce constat reprend l'ensemble des défauts signalés et inclut les remarques éventuelles du contrôleur technique.

La visite fait l'objet d'un procès-verbal établi par le maître d'œuvre.

2.4 – MODALITES DE PRESENCE DU CONTROLEUR TECHNIQUE

Le contrôleur technique doit pendant toute la durée des travaux (préparation + exécution) de l'opération :

- A) assister aux réunions hebdomadaires de chantier (**1 réunion toutes les 2 semaines minimum**).
- B) assister à chaque réunion des maîtrises (**1 réunion par mois**)
- C) effectuer des visites de chantier et des contrôles inopinés (**1 visite minimum imposée toutes les semaines en plus de la réunion de chantier**)
- D) assister aux réunions (pour lesquelles il est explicitement convoqué) abordant les aspects relevant de ses domaines contractuels de prestations, en présence du directeur et du personnel de l'entreprise concernés par la réalisation des travaux

Dans l'hypothèse où les situations de présence imposées ci avant ou définies par le Contrôleur Technique ne sont pas suffisantes pour lui permettre de remplir complètement sa mission dans des conditions satisfaisantes, il lui appartient de se rendre sur le chantier chaque fois que le bon déroulement de sa mission et l'exercice de sa responsabilité l'imposent.

2.5 – TRAVAUX MODIFICATIFS NON IMPUTABLES AU CONTROLEUR TECHNIQUE

Si les travaux modificatifs non imputables au contrôleur technique et demandés en cours de chantier par le maître d'ouvrage, conduisent à un dépassement de plus de 10 % du montant en prix de base des travaux prévus dans les marchés de travaux relatifs aux ouvrages soumis à contrôle, le contrôleur technique peut demander un réajustement de son forfait de rémunération.

Ce réajustement ne peut pas présenter de caractère d'automaticité. Il doit être justifié par un mémoire de frais complémentaires réels. En tout état de cause, le montant du forfait corrigé issu de ce réajustement ne peut excéder la valeur maximale donnée par la formule suivante :

$$F_c = F_i \times (0,90 + M_{txsupp}/M_{ti})$$

Dans laquelle :

- F_c représente le forfait corrigé en euros HT

Mission de contrôle technique (lot n° 1) et de coordination SPS (lot n° 2) relatives à des travaux sur les deux ascenseurs du siège social de la CAF des Hauts-de-Seine à Nanterre

- Fi représente le forfait initial en euros HT
- Mtxsupp représente le montant total des travaux supplémentaires non imputables au contrôleur technique au sens de l'article ci-après, en euros HT (au mois Mo de référence des prix des marchés de travaux)
- Mti représente le montant total des marchés de travaux en euros HT (au mois Mo de référence des prix des marchés de travaux).

Le forfait corrigé fait l'objet d'un avenant.

2.6 – TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES IMPUTABLES AU CONTROLEUR TECHNIQUE

Lorsque les travaux supplémentaires sont réclamés par le contrôleur technique en cours de travaux, alors même que les éléments dont il disposait au stade de la phase études de conception lui auraient permis de formuler les mêmes observations, les travaux supplémentaires correspondants sont désignés sous le vocable « travaux supplémentaires imputables au contrôleur technique ».

Le montant cumulé des travaux supplémentaires imputables au contrôleur technique (calculé à la valeur du mois Mo de référence des prix des marchés de travaux) est utilisé pour calculer un « écart constaté » donné par la formule suivante :

Dans laquelle : **$Ecart = Mtxsuppct / Mtx$**

Mtxsuppct représente le montant total des travaux supplémentaires imputables au contrôleur technique, en euros HT (au mois Mo de référence des prix des marchés de travaux)

Mtx représente le montant total des marchés de travaux, en euros HT (au mois Mo de référence des prix des marchés de travaux), éventuellement majoré de certains travaux supplémentaires

Dans le cadre de notre opération, la valeur de l'écart toléré Eo est fixé à 0.5%

Au stade de l'établissement du décompte général des marchés de travaux, si l'écart constaté Ecart est supérieur à l'écart toléré Eo fixé ci-avant, le contrôleur technique subit sur sa rémunération une réfaction calculée conformément aux dispositions suivantes :

- Si $Ecart < \text{ou} = Eo$, le contrôleur technique perçoit l'intégralité de son forfait de rémunération.
- Si $Ecart > Eo$, le contrôleur technique subit sur sa rémunération une réfaction R, calculée par la formule suivante :

$$R = 10 \times Fi \times (Ecart - Eo)$$

Dans laquelle Fi représente le forfait initial de rémunération du contrôleur technique en euros HT. La réfaction est notifiée au contrôleur technique par ordre de service.

Les dispositions concernant la réfaction sur la rémunération du contrôleur technique ne sont applicables que si les éléments remis à ce dernier en fin de phase de conception sont suffisants pour lui permettre d'établir un rapport de fin de phase de conception complet.

Sera considéré comme suffisant (sauf avis contraire circonstancié du contrôleur technique), tout dossier dont le contenu sera au moins celui d'une étude de projet au sens du décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993.

ARTICLE 3 : CLAUSES SPECIFIQUES AU LOT N° 2 – MISSION DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE**3.1 – GENERALITES SUR LA MISSION**

La mission confiée au coordonnateur SPS est une mission de niveau 2.

Les principes de base de la prévention sont énoncés dans le Code du travail ; la mission de prévention doit aussi prendre en compte les principes et règles imposés par d'autres textes codifiés (notamment le Code de la route, le Code de l'urbanisme, le Code de la construction et de l'habitation ...) ainsi que par des textes non codifiés (notamment les décrets n°65-48, n°88-1056...).

La mission de coordination de sécurité a pour objectifs suivant les articles L.4531-1 et 2 – L.4532-8 - L.4532-10, - R.4532 et R 4533 :

- l'organisation et le respect de la coordination,
- l'organisation et le contrôle d'accès au chantier (y compris la gestion de l'hygiène de chantier),
- l'élaboration du plan général de coordination et le suivi du registre-journal,
- la réception et la diffusion des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé,
- la présidence du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail.
- la constitution du dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage

Des principes de prévention particuliers concernant l'hygiène et la sécurité peuvent être définis par le maître de l'ouvrage ; dans ce cas, ils sont également à prendre en compte.

Le coordonnateur SPS ne peut se substituer aux autres intervenants pour l'exécution des missions qui leur incombent, notamment dans le domaine de la sécurité et de la protection de la santé des travailleurs.

Le coordonnateur SPS intervient pendant les phases de conception, de réalisation et durant l'année de garantie de parfait achèvement.

Le coordonnateur SPS est totalement indépendant du maître d'œuvre mais doit travailler en bonne intelligence avec lui afin que les préoccupations de sécurité soient intégrées dans la conduite du chantier et l'utilisation future de l'ouvrage. Une information mutuelle aussi large que possible est nécessaire de ce point de vue. Cette bonne entente est un élément essentiel de la réussite de sa mission.

Il est impératif que des rendez-vous aient lieu entre le coordonnateur SPS et la maîtrise d'œuvre. Ces rencontres durant la phase conception (tout particulièrement) permettront d'identifier et solutionner les problématiques de chantier suivantes :

- éventuelles présences d'amiante,
- interventions ultérieures sur l'ouvrage,
- installations de chantier (bungalows, accès, stockage, approvisionnements, etc.) ;

3.2 – DECOMPOSITION DE LA MISSION EN PHASES

La mission du coordonnateur SPS est décomposée en cinq phases :

- phase « conception » ;
- phase préparatoire du chantier ;
- phase « réalisation » ;
- phase « réception des travaux » -
- phase « garantie de parfait achèvement ».

Durant les cinq phases de sa mission, le coordonnateur SPS veille à ce que les principes généraux de prévention énoncés aux 1° à 3° et 5° à 8° de l'article L. 4121-2 du Code du travail soient effectivement mis en œuvre. Ne sont pas du domaine du coordonnateur SPS la mise en œuvre des principes généraux de prévention prévus 4° de l'article L. 4121-2, pas plus que la prévention des risques non liés à la co-activité des entreprises, c'est à dire ceux propres à l'activité de chaque entreprise.

3.2.1 - PHASE CONCEPTION

3.2.1.1. PRESTATIONS GENERALES EN PHASE CONCEPTION

En phase conception (à chaque phase de conception, y compris éventuelles réunions intermédiaires), le coordonnateur SPS :

- élabore le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- s'assure que les sujétions déjà définies par le maître d'œuvre et afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, respectent les contraintes de sécurité des travailleurs du chantier et du public ;
- établit un rapport exprimant son avis sur l'ensemble des points précités ; (un rapport par phase **et** un rapport par réunion de conception en dehors des réunions de validation. Exemple : réunion interne entre la maîtrise d'œuvre et le CSPS par exemple),
- veille à la préservation de la sécurité et de la santé du public (riverains, personnel, visiteurs...), eu égard aux risques résultant de la présence du chantier ;
- définit la matérialisation des zones qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le public, notamment en dehors des limites strictes du chantier ;
- précise de même, en concertation avec le maître d'œuvre, les voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux ;
- définit les moyens à mettre en œuvre en matière d'installations sanitaires, vestiaires, restauration ;
- définit les dispositions à mettre en œuvre pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier ;
- prend en charge l'éventuelle problématique amiante et accompagne le diagnostiqueur amiante sur site afin de cerner avec lui les éléments,
- en phase PRO et DCE, établit en concertation avec le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre un plan d'installation de chantier dont il devrait assurer le respect strict en phase travaux ;
- Le PGC finalisé
- Le projet de DIUO.

À chacune des phases d'études de maîtrise d'œuvre (APS, APD, PRO et DCE), le coordonnateur SPS établit la synthèse de ses remarques sous forme de rapports s'appuyant, dans la mesure du possible, sur des points réglementaires précis. Le rapport particulier concernant la phase d'études de projet, correspondant à la fin des études (soit DCE), doit comporter une synthèse de l'évolution des mesures de coordination en matière de sécurité et de santé depuis le début de la phase conception.

Par ailleurs, la notice d'organisation générale du chantier établie par le maître d'œuvre fait l'objet d'une analyse spécifique sanctionnée par un rapport du coordonnateur SPS.

Ainsi et afin de satisfaire aux différents points listés ci-avant, le coordonnateur SPS devra prévoir d'être présent :

- à chaque réunion de validation de phase conception
- à chaque réunion qui lui sera demandée par le maître d'ouvrage ou l'assistant maître d'ouvrage afin de travailler avec les différents acteurs de l'équipe de projet sur des sujets précis
- lors des éventuelles opérations de repérage amiante complémentaire à réaliser par le diagnostiqueur AMIANTE (voir ci-dessous).

3.2.1.2 -GESTION DE LA PROBLEMATIQUE AMIANTE

Le coordonnateur SPS, nommé par le maître d'ouvrage, dispose de toute la phase conception pour analyser les risques liés à l'opération et définir des sujétions qui devront permettre de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises afin d'éviter toute exportation de la pollution à l'extérieur du chantier, que celui-ci se trouve sur ou à proximité d'un site en exploitation.

L'ensemble de ces mesures figureront dans le PGS établi par le coordonnateur SPS.

Ainsi, la phase de conception du projet constitue la phase la plus importante de sa mission puisque la qualité de son analyse des risques, dont le PGC est l'aboutissement, dépend en grande partie la santé et la sécurité des salariés des entreprises intervenantes, des populations environnantes du chantier (démolitions) et des usagers des locaux (réhabilitation). Par ailleurs, depuis le 1er juillet 2006, il est rappelé que les rapports de repérage amiante doivent être annexés au CCTP.

Dans le cadre d'un chantier de réhabilitation ou de démolition (et durant la phase conception tout particulièrement), le rôle du coordonnateur SPS est primordial : il doit, d'une part, jouer son rôle d'alerte en cas d'absence de réalisation d'une mission de repérage amiante, et d'autre part, tenir compte des éléments pertinents (ou non) contenus dans les rapports de repérage amiante pour la rédaction de son PGC.

Ainsi, dans le cadre de son analyse des risques dont il sera pleinement responsable, le coordonnateur SPS produira, autant que nécessaire et à chaque production d'un nouveau rapport amiante durant la phase conception, un rapport d'analyse critique des risques (indépendant de tout autre document) des dits rapports.

Le coordonnateur SPS doit en outre effectuer des contrôles de base. Par conséquent, s'agissant de l'amiante, une lecture approfondie et attentive du contenu des listes de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante (liste non exhaustive contenue dans l'arrêté du 2 janvier 2002 liste non exhaustive mais néanmoins plus complète annexée à la norme NF X 46-020) associée à la connaissance des travaux à effectuer (ce que permet la bonne coopération avec le maître d'œuvre) permettront au coordonnateur SPS de détecter les insuffisances des rapports et d'en informer, par voie de conséquence, le maître d'ouvrage.

Enfin, des visites sur le site, en compagnie de l'opérateur spécialisé en repérage AMIANTE et mandaté par le maître d'ouvrage, permettront au coordonnateur SPS de confirmer ses doutes. Le coordonnateur SPS devra donc prévoir un temps de présence pour cette mission dans le cadre de la phase conception.

À défaut de contrôles de sa part, le PGC ne pourra être donc considéré comme un document adapté aux travaux à effectuer et sera donc rejeté par le maître d'ouvrage jusqu'à ce que la santé des travailleurs présent sur chantier (et au-delà) et des personnes non concernées par les travaux (populations environnantes, usagers des locaux) soient garanties par le dit coordonnateur SPS qui engagerait la responsabilité pleine et entière de professionnel sachant.

Nota : la problématique amiante peut concerner des ouvrages tant intérieurs, qu'extérieurs (réseaux, enrobés, etc...).

3.2.1.3 -PGCSPS

Le coordonnateur SPS élabore le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé prévu à l'article L.4532-8 du Code du travail.

Le coordonnateur SPS commence à élaborer le PGC dès le début des études d'avant-projet.

Le coordonnateur SPS dispose d'un délai de 10 jours calendaires à compter de la réception par ses soins du dossier d'études de projet transmis par le maître d'œuvre pour remettre au maître de l'ouvrage la version du PGC à joindre au dossier de consultation des entrepreneurs.

Le plan général de coordination (PGC) définit :

- Les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par la maîtrise d'œuvre en coordination avec le directeur d'établissement.
- ☒ La répartition des mesures de coordination en matière de sécurité et de santé listées entre les différents lots de travaux.
- ☒ Les modalités de vérification des ouvrages provisoires par les entreprises qui en ont la responsabilité ;
- ☒ Les conditions de manutention (appareils de levage) ;
- ☒ Les délimitations et aménagements des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux ;
- ☒ L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale ;
- ☒ Les mesures à prendre pour tenir compte des activités d'exploitation du site. L'analyse des interactions vis-à-vis de l'établissement (utilisateurs, usagers, fonctionnement, réseaux....) est effectuée en concertation avec le maître d'ouvrage ;
- ☒ Les sujétions découlant des interférences avec l'extérieur (public, visiteurs, réseaux publics ...) ;
- ☒ Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité ;
- ☒ Les consignes pour les secours et l'évacuation des personnels ;

Mission de contrôle technique (lot n° 1) et de coordination SPS (lot n° 2) relatives à des travaux sur les deux ascenseurs du siège social de la CAF des Hauts-de-Seine à Nanterre

- ☒ Les modalités de coopération entre entreprises ;
- ☒ Les modalités de contrôle d'accès au chantier.

3.2.1.4 – DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEUR SUR L'OUVRAGE (DIUO)

Le coordonnateur SPS constitue le Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO). Le DIUO, dont le cadre est défini par l'article R.4532-95 du Code du travail, rassemble les mesures à prendre de manière à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures.

Le DIUO précise notamment les dispositions prises :

- pour le nettoyage des surfaces vitrées en élévation et en toiture ;
- pour l'accès en couverture, et notamment :
- les moyens d'arrimage pour les interventions de courte durée ;
- les possibilités de mise en place rapide de garde-corps ou de filets de protection pour les interventions fréquentes ;
- les chemins de circulation permanents pour les interventions fréquentes ;
- pour faciliter les travaux d'entretien intérieur, et notamment pour :
- le ravalement des halls de grande hauteur,
- l'accès aux cabines et machineries d'ascenseur,
- l'accès aux canalisations en galerie technique ou en vide sanitaire,
- les changements ou essais d'appareillage situés en hauteur.

Il indique, en outre lorsqu'ils ont été aménagés à cet effet, les locaux techniques de nettoyage et les locaux sanitaires pouvant être mis à la disposition du personnel chargé des travaux d'entretien.

Le DIUO doit être un document facile à utiliser ; son organisation sous la forme de fiches avec nomenclature est souhaitée. Ces fiches comporteront les références des plans des ouvrages exécutés à consulter pour préparer l'intervention. De même, il sera agrémenté obligatoirement de photos des existants (locaux, équipement) pour permettre la parfaite compréhension des modalités de réalisation des interventions ultérieures.

3.2.1.5 – REGISTRE JOURNAL DE LA COORDINATION

Le coordonnateur SPS :

- ouvre et met à jour le registre-journal de la coordination ; (copie obligatoire en salle de réunion de chantier) ;
- consigne dans leur ordre chronologique tous les événements liés à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- fait viser par le maître d'œuvre et les autres acteurs les points du registre les concernant ;
- transmet au maître de l'ouvrage et au maître d'œuvre les compléments apportés au registre journal dès modification depuis le dernier envoi au plus tard à la fin de chaque mois ou dès qu'il le juge nécessaire.
- Transmet au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre, un rapport à l'issue de chacune des réunions de chantier.

Le registre-journal se présente comme un cahier à pages numérotées, complété par les annexes auxquelles il est fait référence.

Mission de contrôle technique (lot n° 1) et de coordination SPS (lot n° 2) relatives à des travaux sur les deux ascenseurs du siège social de la CAF des Hauts-de-Seine à Nanterre

En phase conception, sont consignés au registre-journal :

- tous les avis, observations ou notifications que le coordonnateur SPS juge nécessaire de faire, ainsi que les réponses éventuelles ;
- tous les événements intéressant la prévention, et notamment les avis émis sur les dossiers d'études et les suites qui leur sont données.

D'une manière générale, le coordonnateur SPS consigne systématiquement ses visites dans le registre journal.

Durant la phase préparatoire du chantier, sont notamment consignés au registre-journal :

- l'arrivée d'une nouvelle entreprise (y compris sous-traitants) ;
- la remise d'un plan particulier de sécurité et de santé ;
- l'arrêt d'un poste de travail ;
- la tenue d'une réunion sur le site ;
- le Plan général de coordination (PGC) et ses additifs ;
- les Plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) et leurs additifs ;
- les procès-verbaux des inspections communes faites avec chaque entreprise ;
- les comptes rendus de réunions.

En phase travaux, d'une manière générale le coordonnateur SPS :

- consigne systématiquement ses visites dans le registre-journal et les diffuse dans les 48 H maximum qui suivent son passage. Ses registres seront systématiquement agrémentés des photos de défaillances ou carences constatées sur site
- consigne au registre-journal l'ensemble des remarques et observations visées par les personnes concernées.
- Consigne les courriers RAR de rappel et/ou relance qu'il a adressé aux entreprises,
- Consigne les états faits au cours des inspections communes du chantier, PPSPS-reçus, visés et acceptés ou non réalisés (mandataire et sous-traitant)
- Consigne le point de situation complet SPS établi et transmis au maître d'ouvrage avant chaque réunion des maîtrises.

Lors de la transmission mensuelle du registre-journal, le coordonnateur SPS joint un compte rendu d'avancement de l'exécution de sa mission.

3.2.1.6 – PRESTATIONS À DESTINATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE

Le coordonnateur SPS contribue à l'élaboration du DCE en proposant à la maîtrise d'ouvrage l'ensemble des éléments, pièces, modèles de documents se rapportant à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs sur le chantier, notamment :

- les éléments à faire figurer dans les pièces écrites afin de permettre aux entrepreneurs de présenter une offre en toute connaissance des conditions de sécurité et de protection de la santé exigées pour l'opération ;
- les modalités pratiques de coopération en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- le PGC;

Mission de contrôle technique (lot n° 1) et de coordination SPS (lot n° 2) relatives à des travaux sur les deux ascenseurs du siège social de la CAF des Hauts-de-Seine à Nanterre

- le projet de règlement intérieur du CISSCT, lorsque ce comité doit être constitué.
- Le projet de DIUO ;

3.2.1.7 – PRESTATIONS À DESTINATION DE LA MAITRISE D'OEUVRE

Le coordonnateur SPS contribue à l'élaboration du DCE en proposant au maître d'œuvre l'ensemble des éléments, concernant la sécurité et les moyens qui lui sont attribués, à étudier dans le but de faire figurer les prescriptions appropriées dans les clauses techniques et administratives des marchés de travaux.

De plus, le coordonnateur SPS propose au maître d'œuvre l'ensemble des éléments, pièces, modèles de documents se rapportant à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs sur le chantier, notamment :

- les éléments à faire figurer dans les pièces écrites afin de permettre aux entrepreneurs de présenter une offre en toute connaissance des conditions de sécurité et de protection de la santé exigées pour l'opération ;
- les modalités pratiques de coopération en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- le PGC;
- le projet de règlement intérieur du CISSCT, lorsque ce comité doit être constitué.
- le plan installation de chantier.

3.2.2 - PHASE PREPARATOIRE DU CHANTIER

Pendant la phase préparatoire du chantier, le coordonnateur SPS :

- tient le registre-journal de la coordination ;
- transmet le plan général de coordination (PGC) à tous les intervenants ;
- adapte le PGC à l'installation de chantier proposée par chaque entreprise et acceptée par le maître d'oeuvre, et au calendrier de travaux définitif notifié par ordre de service aux entreprises ;
- harmonise le PGC en fonction des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- collecte les PPSPS de l'ensemble des entreprises présentes sur le site ; celles-ci devront obtenir l'aval du coordonnateur SPS qui vise le document accepté et formule ses remarques par écrit ;
- diffuse les PPSPS des entreprises chargées des prestations principales (Gros OEuvre par exemple) aux autres entreprises appelées à intervenir sur le site.

Le coordonnateur SPS procède avec chaque entreprise (y compris toute entreprise sous-traitante) préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune aux fins de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise doit réaliser, les consignes à observer ou à transmettre, et les observations particulières de sécurité et de santé prévues pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune a lieu avant la remise du PPSPS. Elle fait l'objet d'un procès-verbal écrit, signé par le coordonnateur SPS et le représentant de l'entreprise, et référencé au registre-journal.

Ce procès-verbal est adressé au maître de l'ouvrage et au maître d'œuvre ;

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'œuvre et le maître de l'ouvrage des dates et heures de chaque inspection commune, afin de leur permettre d'y participer s'ils le jugent opportun.

Au cours de l'inspection commune, il appartient à chaque entreprise de transmettre les informations-préalables coordonnateur SPS :

- nom et adresse de l'entreprise ;
- date approximative d'intervention sur le chantier ;
- durée des travaux effectifs prévisible sur le chantier ;
- nature des travaux sous-traités et identification des sous-traitants ;
- consignes particulières de sécurité à observer par les autres intervenants.

3.2.3 - PHASE REALISATION DES TRAVAUX

Cadre général de la mission du coordonnateur SPS en phase réalisation

CONCERTATION AVEC LE MAITRE D'OEUVRE ET LE COORDONNATEUR DE CHANTIER (OPC).

Interlocuteur privilégié des intervenants sur le chantier en matière de sécurité et de santé des travailleurs, le coordonnateur SPS exerce sa mission en concertation avec le maître d'œuvre et le coordonnateur de chantier (OPC).

MISE EN OEUVRE DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION.

Le coordonnateur SPS veille à la mise en œuvre effective des principes généraux de prévention définis à l'article L. 4531-1 et 2 du Code du travail.

Le coordonnateur SPS tient à jour, adapte le plan général de coordination (PGC) et veille à son application. Le plan général de coordination doit être tenu sur le chantier et pouvoir être consulté par les représentants des salariés et les membres du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT). Le coordonnateur SPS veille à ce que les dispositions prévues au plan général de coordination soient bien appliquées, afin que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

Il adresse des courriers RAR autant que nécessaires aux entreprises dès que la sécurité et l'hygiène ne sont pas respectées, et sur toute demande du Maître d'Ouvrage.

COORDINATION DES ACTIVITES DES ENTREPRISES EN MATIERE DE SECURITE.

Le coordonnateur SPS organise, entre les différentes entreprises, présentes ou non ensemble sur le chantier (y compris les sous-traitants), la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, leurs informations mutuelles et l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité. La coordination ainsi préconisée par le coordonnateur SPS doit être définie en concertation avec le maître d'œuvre.

SECURITE DU PUBLIC.

Le coordonnateur SPS veille à la sécurité permanente du public et des activités à proximité desquelles est implanté le chantier.

MAINTIEN EN BON ETAT D'HYGIENE SUR LE CHANTIER

Le coordonnateur SPS est responsable du maintien en bonne hygiène du chantier, tant intérieur qu'extérieur. Il devra établir des rapports détaillés tout au long de la phase chantier tant que infractions seront constatées (rapports comprenant des photos). Il identifiera les entreprises responsables dans les manquements aux règles d'hygiène.

Dans ce cadre, en relation avec le maître d'ouvrage, il adressera autant que nécessaire et que demandé par le maître d'ouvrage, des courriers recommandés de rappels aux entreprises défaillantes.

Adaptation du PGC

Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGC en fonction de l'évolution du chantier et en fait mention au registre- journal de la coordination. Il communique au fur et à mesure ces modifications aux titulaires des marchés de travaux.

De même, le coordonnateur SPS harmonise et intègre dans le PGC, au fur et à mesure de leur élaboration, les PPSPS et en avise immédiatement le maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage.

Ce PGC ainsi harmonisé est mis à jour au minimum 1 fois par mois, à chaque déclaration de sous-traitance et diffusé systématiquement avant chaque réunion des maîtrises au Maître d'ouvrage ;

Gestion de la co-activité**NOTION D'EXCES DE CO-ACTIVITE.**

La co-activité est dite excessive lorsque l'intervention simultanée de plusieurs entrepreneurs en un même lieu, non imposée par des impératifs techniques, est susceptible de générer des risques pour la sécurité ou la santé des travailleurs concernés.

PREVENTION DE L'EXCES DE CO-ACTIVITE.

Au vu du projet de calendrier détaillé d'exécution des travaux, des plans d'exécution éventuels, du plan d'installation de chantier, des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS), le coordonnateur SPS identifie géographiquement (sur les plans) et temporellement (sur le calendrier d'exécution) les lieux d'intervention simultanée de plusieurs acteurs. Il établit en liaison avec les intervenants concernés, notamment les entrepreneurs, la synthèse des niveaux de co-activité propre à l'opération et identifie les phases critiques caractérisées par des regroupements de tâches susceptibles de conduire à un excès de co-activité.

Il notifie aux entrepreneurs, au maître d'œuvre et au coordonnateur OPC de chantier la nature et la localisation des phases critiques et les invite à rechercher des organisations différentes présentant un niveau de co-activité admissible.

Il note les dispositifs, consignes, moyens mis en commun, contraintes particulières qu'il a pris, préconisés ou notés.

Responsabilité du coordonnateur SPS.

En cas d'excès de co-activité sur le chantier constaté par toute autorité compétente (inspection du travail, organisme d'assurance maladie, OPPBTP, maître d'œuvre), le coordonnateur SPS est tenu d'apporter la preuve qu'il a rempli entièrement ses obligations résultant du paragraphe précédent.

Résorption d'excès de co- activité.

Si, à un moment quelconque des travaux, le coordonnateur SPS constate un excès de co-activité, il doit examiner avec les acteurs concernés (coordonnateur OPC, maître d'œuvre, entrepreneurs) toutes mesures de réorganisation de l'ordonnancement des travaux permettant de conduire à un niveau de coactivité admissible.

Inspections de chantier

Le coordonnateur SPS procède à des inspections de chantier pour veiller :

- à l'application, par chaque entreprise, des dispositions prévues dans son marché et dans son Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS),
- au respect des règles de sécurité définies par la réglementation en la matière ou dans le Plan général de coordination ;
- à la mise en œuvre des dispositions retenues par le CISSCT.

Chacune de ces inspections fait l'objet d'une inscription au registre-journal et d'un mail au plus tard 48 heures suite au passage au Maître d'Ouvrage et Maître d'œuvre.

Avis sur les dossiers d'études d'exécution

S'il l'estime nécessaire pour mener à bien sa mission, le coordonnateur SPS formule des observations écrites à l'assistant maîtrise d'ouvrage et au maître d'œuvre sur tout ou partie des documents d'exécution.

Cet avis sera transmis au plus tard 48 heures avant la tenue de la réunion de validation.

Autres prestations du coordonnateur SPS

En complément des prestations définies ci-avant, le coordonnateur SPS doit, pendant la phase réalisation, les prestations suivantes :

- tenue du registre-journal de la coordination et diffusion de ces RJ d'inspections ou de visites inopinées 48h maximum après visite (photos de situations de défaillances impérativement jointes)
- établissement des statistiques d'accidents de travail ;
- analyse des rapports d'accidents établis par les entreprises pour proposer toute mesure utile à leur non-renouvellement ;
- examen des mesures envisagées pour satisfaire aux demandes des organismes officiels ;
- assistance au maître de l'ouvrage dans les réunions éventuellement organisées sur ce thème avec les partenaires publics (mairie, police nationale, pompiers, inspection du travail...) ;

- apport de compléments au Dossier d'Intervention Ulérieure sur Ouvrage (DIUO) au fur et à mesure de l'avancement du chantier.
- Adresser aux entreprises des courriers RAR de rappel et/ou relance autant que nécessaire et dès demande du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre ou de l'Assistant à Maître d'Ouvrage.
- Produira autant de fois que demandé par la maîtrise d'ouvrage, un état des inspections communes réalisées, PPSPS reçus, visés et acceptés (mandataire et sous-traitant)
- Adressera systématiquement et automatiquement, 48 heures minimum avant la réunion des maîtrises : un état des inspections communes et PPSPS à la maîtrise d'ouvrage mais également un point de situation complet sur la mission CSPA ;

3.2.4 - PHASE RECEPTION DES TRAVAUX

Au plus tard un mois après la date retenue pour l'achèvement des travaux, le coordonnateur SPS remet au maître d'ouvrage, en trois exemplaires, le Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) partiel.

Le Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) comporte notamment :

- tous les documents tels que les plans et notes techniques de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage ;
- le dossier de maintenance des éléments de sécurité mis en place pour l'intervention ultérieure sur l'ouvrage (localisation, durabilité et caractéristiques précises des éléments de sécurité mis en place pour la maintenance) ainsi que le dossier de maintenance des lieux de travail tel que défini à l'article R. 4211 du Code du travail ;
- une notice générale d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (élaborée par le coordonnateur SPS), et recensant les mesures de sécurité à mettre en œuvre en cas d'interventions ultérieures sur l'ouvrage ;

3.2.5 - PHASE GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

Au plus tard un mois avant la fin de la garantie de parfait achèvement (GPA), le coordonnateur SPS remet au maître d'ouvrage, en trois exemplaires, le Dossier d'Intervention Ulérieure sur Ouvrage (DIUO) définitif.

3.3 – MOYENS D'INTERVENTION DU COORDONNATEUR SPS

Le coordonnateur SPS dispose du pouvoir d'intervenir directement auprès d'un autre intervenant (entreprise, maître d'œuvre, BET, bureau de contrôle, etc.) à la seule condition que le maître d'ouvrage soit informé de la teneur et de la date de cette intervention.

La maîtrise d'ouvrage doit, de plus, recevoir copie des courriers ou des documents échangés. En cas d'incident ou de manquement aux règles de sécurité ou de santé présentant une extrême gravité, le maître de l'ouvrage en est informé sur-le-champ.

Dans l'accomplissement de sa mission, le coordonnateur SPS doit, sauf cas d'urgence, respecter une gradation de moyens conformément à l'esprit des principes ci-après.

Phase 1 - Procédure amiable.

La mission première du coordonnateur SPS est d'établir un climat propice à la compréhension et à la prise en compte des problèmes touchant à la sécurité et la santé de l'ensemble des participants de l'opération.

Le coordonnateur SPS doit informer, sensibiliser, expliquer sa mission, son rôle et les obligations de chacun, notamment auprès des entreprises et de l'ensemble des acteurs du chantier (ouvriers ou personnel intervenant sur le chantier, mais aussi cadres dirigeants).

Le coordonnateur SPS doit donc, avant toute action coercitive, informer les entreprises sur leurs erreurs en matière de sécurité :

- sur site (au chef de chantier ou à la personne concernée) ;
- à l'occasion des réunions ordinaires (réunion de chantier ou de collègue) ;
- ou à l'occasion d'une réunion extraordinaire déclenchée à cet effet ;
- ou par courrier simple ou recommandé à l'entreprise défaillante (avec mention sur le registre- journal et copie à l'assistant maîtrise d'ouvrage et au maître d'œuvre).

Phase 2 - Mesures coercitives.

Si les remarques formulées par le coordonnateur SPS ou les dispositions qu'il a préconisées ne sont pas suivies d'effet, le coordonnateur SPS demande au maître d'œuvre l'application de la procédure de l'article 31.4 du CCAG (marchés publics de travaux) relative à la sécurité et l'hygiène des chantiers.

Phase 3 - Cas de danger grave et imminent (mesures d'extrême urgence).

La notion juridique de « danger grave et imminent », telle qu'elle ressort des dispositions des articles R. 4731 et suivants du Code du travail, est laissée à l'entière appréciation du coordonnateur SPS.

En cas de danger grave et imminent, le coordonnateur SPS a autorité pour faire arrêter sur-le champ les travaux de la ou des entreprises concernées dans la ou les zones jugées dangereuses, ou de simplement faire arrêter la tâche dangereuse, ou enfin de faire délimiter ou condamner une zone jugée dangereuse pour tous.

Le coordonnateur SPS prévient immédiatement le maître d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage de manière à faire appliquer le plus rapidement possible l'ensemble des procédures administratives et réglementaires, et à convoquer dans les vingt-quatre heures, sur place, les intervenants concernés, qui sont prévenus immédiatement des mesures prises en extrême urgence par le coordonnateur SPS.

La notification de cet arrêt est consignée au registre-journal. Le registre-journal doit alors être signé par le représentant de l'entreprise le plus élevé dans l'ordre hiérarchique, présent sur le chantier.

La reprise du travail des postes concernés ne peut avoir lieu qu'après mise en place des mesures de sécurité indispensables. La notification de reprise, qui incombe au coordonnateur SPS, est également inscrite au registre-journal.

Enfin, et en cas de refus d'obtempérer à la notification d'arrêt des postes de travail concernés, le coordonnateur SPS en réfère au maître d'ouvrage immédiatement afin que celui-ci prenne toutes les mesures appropriées.

3.4 – MODALITES MINIMALES DE PRESENCE DU COORDONNATEUR SPS

Le coordonnateur SPS doit pendant toute la durée de la phase conception de l'opération :

- Assister aux réunions pour lesquelles il est explicitement convoqué en présence des divers acteurs du projet (Maîtrise d'Ouvrage, Maître d'oeuvre...) lorsque les aspects de sécurité et de protection de la santé sont abordés (chantier et utilisation ultérieure) : **1 réunion de validation de dossier à chaque phase de conception (Avant-projet, PRO et DCE) ;**

Assister aux réunions ponctuelles organisée, demandées par le maitre d'ouvrage dans le cadre desquelles un point rapide mais précis est fait des questions relatives à la sécurité et à la protection de la santé pour la future phase de chantier ou pour aborder les problématiques AMIANTE liés aux diagnostics réalisés (2 réunions au minimum).

- Assister le diagnostiqueur, autant que nécessaire, pour réaliser les prélèvements nécessaires qui seraient à opérer suite à analyse critique faite par le CSPS des rapports de repérage déjà faits (présence à estimer par le CSPS dans son offre).

- Rester en liaison avec les représentants permanents de l'équipe de projet.

Phase travaux

Le coordonnateur SPS doit pendant toute la durée des travaux préparation + exécution) de l'opération :

- assister aux réunions hebdomadaires de chantier dans le cadre desquelles un point rapide mais précis est fait des questions relatives à la sécurité et à la protection de la santé (fréquence laissée à la libre appréciation du coordonnateur SPS) **(1 réunion toutes les 2 semaines minimum).**

- assister à chaque réunion des maîtrises **(1 réunion par mois)**

- effectuer des visites et contrôles inopinés sur le chantier afin de veiller au respect des règles et de détecter d'éventuelles situations dangereuses du point de vue de la sécurité et de la protection de la santé, ces visites et contrôles étant consignés dans le registre-journal **(1 visite minimum imposée toutes les semaines en plus de la réunion de chantier)**

- assister aux réunions pour lesquelles il est explicitement convoqué en présence des divers acteurs du projet (Maîtrise d'Ouvrage, Maître d'œuvre...) lorsque les aspects de sécurité et de protection de la santé sont abordés (chantier et utilisation ultérieure),

- rester en liaison avec les représentants permanents sur le chantier des entreprises, de la maîtrise d'œuvre.

Dans l'hypothèse où les situations de présence imposées ci-avant ne sont pas suffisantes pour permettre au coordonnateur SPS de remplir complètement sa mission dans des conditions satisfaisantes, il lui appartient de se rendre sur le chantier chaque fois que le bon déroulement de sa mission et l'exercice de sa responsabilité l'imposent, notamment :

- au cours de certaines phases du chantier particulièrement délicates pour la sécurité et la protection de la santé ;

- pour participer aux réunions spécifiques organisées par le maître d'œuvre, hors réunion de chantier, sur problème de sécurité bien déterminé.
